

34

La revue du  
quatrième  
arrondissement



Entretien exclusif  
de **François Fillon**  
avec **Vincent Roger**

Contrat de mandature  
les **10** engagements  
de **Claude-Annick Tissot**

Edito  
Aimer le France,  
Croire en la République

La revue du  
quatrième  
arrondissement

Spécial  
législatives



L'éditorial de

Vincent Roger

Conseiller de Paris

Élu du 4<sup>ème</sup>

Conseiller Régional

## Aimer la France, Croire en la République

**Au terme du débat présidentiel, je forme le vœu qu'à l'avenir la confrontation démocratique se fasse avec plus de dignité et de respect.**

Plus de dignité, à l'image de Nicolas Sarkozy qui avec élégance, au soir du résultat, a su féliciter son adversaire devenu le Président de tous les Français.

Plus de respect au sein de l'agora publique pour servir une démocratie apaisée. Quand un candidat socialiste à la députation associe le rassemblement du Trocadéro aux parades nazies de Nuremberg et lorsque Monsieur Mélenchon compare le Président de la République en exercice à Pierre Laval - qui ordonna unilatéralement la déportation des enfants juifs de France - on ne peut que s'étonner du silence des dirigeants socialistes.

Réclamer plus de dignité dans le débat public et respecter l'adversaire n'interdisent en rien la détermination dans la défense de ses convictions. C'est dans cet esprit que je m'engage aux côtés de Claude-Annick Tissot, élue du 11<sup>ème</sup> arrondissement, pour les élections législatives, des 10 et 17 juin prochains, dans la 7<sup>ème</sup> circonscription de Paris, votre circonscription. Elle regroupe la totalité du 4<sup>ème</sup> arrondissement, l'essentiel du 11<sup>ème</sup> arrondissement et le quartier des Quinze-Vingts dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement.

Autour de notre slogan "*Aimer la France, Croire en la République*", avec Claude-Annick, nous voulons défendre un patriotisme éclairé digne de l'héritage des Lumières. Pour nous, l'amour de la France ne peut se bâtir sur le rejet de l'autre. Mais aimer la France, c'est aussi s'opposer avec énergie à ceux qui la dénigrent en permanence. Nous voulons transmettre à nos enfants la passion de la France, de ses valeurs universelles et de son histoire. Nous croyons aux valeurs de la République garantes de notre pacte social et de notre vouloir vivre ensemble. La

République que nous défendons est celle des droits et des devoirs car on ne peut revendiquer les premiers, si on n'assume pas les seconds.

C'est cette conception de la République que je vous invite à promouvoir en votant pour Claude-Annick Tissot lors du scrutin législatif à venir et ainsi à répondre à trois enjeux.

D'abord celui d'éviter le retour d'un Etat PS. Ce parti détient désormais votre mairie d'arrondissement, la Ville de Paris, le Conseil régional d'Ile-de-France, le Sénat, l'Elysée, Matignon, les ministères... Si la future Assemblée virait en totalité en rose, il n'y aurait plus d'obstacle à un véritable verrouillage de la République. Une démocratie saine se nourrit certes d'alternance mais elle ne peut être accomplie que dans l'équilibre des pouvoirs.

Ensuite celui de contribuer à mettre en place un contrat de mandature 2012-2017 - vous trouverez en page 6 *les dix engagements* de Claude-Annick Tissot - dont l'objectif prioritaire sera le retour à l'équilibre budgétaire. Les socialistes ne veulent pas de "*la règle d'or*", nous, nous l'exigeons !

Enfin - alors que la crise grecque demeure d'une actualité brûlante- l'absolue nécessité de bâtir un nouveau contrat européen pour une Union qui protège !

Dans une interview exclusive, François Fillon nous rappelle que la crise que nous traversons "*est un défi existentiel qui nous est lancé*". Pour le relever, la France peut-elle mener la politique de l'autruche ? C'est à vous d'en décider le 10 juin prochain. ◆

*"l'amour de la France ne peut se bâtir sur le rejet de l'autre"*

*Le vendredi 11 mai, à Matignon, après 5 ans à la tête du gouvernement de la France, et à quatre jours de la passation de pouvoir avec son successeur, François Fillon a accordé une interview exclusive à Vincent Roger pour 754. Déterminé à continuer le combat au service d'un idéal : la République. Son message d'homme d'Etat, à l'attention de sa famille politique, s'est voulu aussi clair que mobilisateur :*

*“Pas de résignation,  
pas d'amertume, pas de division,  
pas de transaction !”*



**VR** *Après 5 ans à Matignon, avez-vous le sentiment du devoir accompli ?*

**FF** Oui, j'ai le sentiment d'avoir servi mon pays du mieux que je le pouvais. Je suis entré à Matignon avec la volonté de réformer et de tenir un discours de vérité à mes concitoyens. Je crois avoir été fidèle à ma mission. Nous n'avons pas tout réussi mais personne ne peut dire que nous avons été lâches. L'Histoire rendra justice à l'action de Nicolas Sarkozy. Il a modernisé la France avec audace, sur des sujets vitaux qui avaient été esquivés pendant des années. Il a protégé notre pays face à une crise terrible qui a mis à genoux plusieurs autres pays européens. Ceci dit, le vote des Français doit être respecté. L'amertume est mauvaise conseillère. Pour les législatives, l'UMP doit se dresser et défendre ses valeurs avec conviction car la France a besoin de notre solidité et de notre expérience.

**VR** *Michel Rocard avait dit que Matignon c'était l'enfer, partagez-vous ce sentiment ?*

**FF** Le terme "d'enfer" m'a toujours semblé excessif car c'est un honneur de servir la France, et c'est un privilège de se sentir utile à son pays. Ceci dit, le poste de Premier Ministre est dur. Matignon fonctionne 24h/24, tous les jours de l'année. La pression est continue et la liberté est rare. La crise a accentué la tension et réduit nos marges de manœuvre. Mais je n'ai pas le droit de me plaindre.

**VR** *Parmi les nombreuses réformes du quinquennat, que vous avez menées, à votre avis, quelle fut la plus aboutie ?*

**FF** Il y a deux réformes qui me tiennent particulièrement à cœur. Celle des universités, car je ne conçois pas que la France ne soit pas au top niveau de l'intelligence, de la formation et de la recherche. Il fallait absolument sortir du cadre rigide de la loi de 1984. En donnant plus d'autonomie à nos universités, nous avons libéré l'initiative et la responsabilité des équipes universitaires.

Et puis, il y a la réforme sur la rénovation du dialogue social. C'est une réforme technique, mais qui peut changer en profondeur les relations sociales en France. En fondant la légitimité et la représentativité des organisations syndicales sur le vote, nous avons démocratisé le système. A terme, cette réforme peut être le tremplin d'un dialogue social plus nourri, plus constructif et plus décentralisé au niveau des entreprises. Comme le général de Gaulle en son temps, je milite pour un système qui concilie l'efficacité économique et la responsabilisation sociale.

**VR** *La réforme la plus courageuse ?*

**FF** Je pense que la réforme des retraites restera comme l'exemple d'un gouvernement qui travaille pour l'intérêt général malgré ce qu'il peut lui en coûter sur le plan de la popularité. Ça n'était pas la première réforme des retraites. D'autres avant ont été difficiles. Mais là, nous étions en pleine crise financière et économique. Bien des gouvernements auraient mis le pied sur le frein. Pas nous. Avec notre majorité parlementaire, nous avons pris nos responsabilités politiques. Aujourd'hui, les socialistes bénéficient du travail que nous avons fait pour sécuriser les retraites, et il serait grave de gâcher ce travail pour des raisons démagogiques.

**VR** *Pour vous qui aviez voté contre Maastricht, le nouveau traité européen va-t-il dans le bon sens ?*

*François Hollande propose de renégocier ce traité, est-ce possible ?*

**FF** Depuis longtemps, je milite pour un patriotisme éclairé, c'est-à-dire hissé au niveau de l'Europe. La France a besoin de l'Europe pour rayonner et se protéger des coups de la mondialisation, et l'Europe a besoin de la France pour être bien davantage qu'une zone de libre échange. Lors du traité de Maastricht, Philippe Séguin et

moi-même critiquions l'absence d'une Europe politique. On a créé une monnaie unique sans nous doter d'un vrai pilotage

*“L'attitude de la gauche sur les retraites constitue le pic de l'hypocrisie”*

commun par les Gouvernements capable d'entraîner l'Union européenne et d'harmoniser les politiques nationales. Cette faiblesse a largement accentué la crise des dettes et la spéculation. Nous en avons tiré les leçons. Nous avons prévu une gou-

vernance politique de la zone euro et une surveillance collective accrue des actions budgétaires menées par les uns et par les autres. Je pense que François Hollande va rapidement comprendre qu'on ne renégocie pas d'un trait de plume un accord signé par 25 Etats. Il y a peu de pays européens sérieux, et notamment l'Allemagne, qui pensent qu'il faut fonder la croissance sur des dettes supplémentaires. Le leadership de la France en Europe ne passe pas par des mots, mais par la solidité de notre économie et de nos finances ! Depuis des mois, je dis que le programme socialiste est en décalage complet par rapport à la crise existentielle que traverse l'Europe.

**VR** *La crise que nous traversons est-elle seulement une crise de la zone euro ou une crise de l'occident ?*

**FF** Ces deux crises s'entremêlent. La crise des dettes sanctionne les facilités de la vieille et belle civilisation européenne qui a longtemps vécu à crédit. L'Europe a longtemps pensé que son prestige lui permettrait de s'endetter sans fin, sans se remettre en cause. A tort où à raison, les investisseurs estiment que ce temps là est fini et qu'il existe, désormais, bien d'autres puissances dans le monde que l'Europe. A nous de démontrer, en réduisant nos déficits, en renforçant notre compétitivité, en élevant le niveau de formation et d'innovation, que l'Europe du XXI<sup>ème</sup> siècle reste le continent du progrès et de l'audace. C'est un défi existentiel qui nous est lancé ! La gauche n'a pas mesuré l'ampleur de ce

défi. A nous de lui rappeler que la souveraineté française et la souveraineté européenne sont en jeu.

**VR** *N'allons-nous pas être obligés de céder aux sirènes d'un fédéralisme européen ?*

**FF** Plus de fédéralisme en tout cas c'est effectivement une gouvernance commune de ce qui nous est commun. Il n'y a pas de monnaie commune, sans économie commune, et sans convergence du politique, alors maintenant est-ce que cela renie les gouvernements nationaux ? Certainement pas ! Est-ce que nous devons concevoir cette transformation par la méthode consistant à remettre tout à la technocratie bruxelloise et à la commission européenne ? Certes non ! Il me semble qu'au contraire dans cette montée du fédéralisme, comme on le dit parfois trop rapidement, nous ayons assisté plutôt à la confirmation du rôle des Etats-Nations. Grand Etat-Nation que l'Allemagne, et que la France, dont la convergence a suffi à commencer de débloquent la situation. Grand Etat-Nation encore que l'Angleterre, qui a tout d'un coup découvert que ses intérêts n'étaient pas compatibles avec cette dynamique, pour l'instant. Ce n'est pas un mouvement de fédéralisme indifférencié, c'est au contraire la prise en compte par un certain nombre de grandes nations de l'Europe de leurs responsabilités historiques à l'échelle de l'Europe et du Monde.

**VR** *Quelle mesure du programme PS vous semble la plus démagogique ?*

**FF** L'attitude de la gauche sur les retraites constitue le pic de l'hypocrisie. En 2010, le parti socialiste a violemment manifesté contre notre réforme. Pendant des mois, il a promis qu'il restaurerait l'âge de départ à 60 ans avant de proposer un bricolage, qui au surplus, coutera cher aux Français avec une augmentation prévue des cotisations sociales. Je veux convaincre les Français que ceux qui défendent la solidarité sont les réformistes que nous sommes, pas

les conservateurs qui promettent tout, à tous et sans efforts.

**VR** *Concernant les élections législatives en France, quels en sont les principaux enjeux ?*

**FF** D'abord, il faut aller à la bataille tête haute, sur nos valeurs. Pas de résignation, par d'amertume, pas de division, pas de transaction ! Des millions de français comptent sur nous. La France a besoin d'une UMP forte et unie qui défende à l'Assemblée Nationale la voix de la responsabilité et de l'intérêt national. Notre engagement est un devoir car la France vit des temps difficiles. Nous devons lui être utiles, par notre courage, par notre lucidité. La victoire de François Hollande ne constitue pas un passeport pour abroger ce qui fut fait et pour promettre l'impossible ! Nous avons le devoir de rappeler nos priorités : il faut garantir notre souveraineté financière pour sortir de la crise ; il faut renforcer notre compétitivité pour permettre à la France d'être une terre de production et d'emplois ; il faut renouveler notre modèle social pour éviter qu'il ne craque ; enfin, il faut l'autorité de la République face à la violence et face aux pressions de ceux qui veulent faire passer leurs règles avant celles de la République. La France est un pays d'intégration, pas une mosaïque. Au nom de la fraternité, j'assume l'interdiction du port de la burqa. Et au nom de l'unité citoyenne, je m'oppose au vote des étrangers aux élections locales. Au-delà des origines, ma République est unie, fière et fraternelle. Je me bats depuis toujours pour ça !

**VR** *N'avez-vous pas le sentiment que la politique a changé et pas toujours en bien ?*

**FF** La politique est soumise à un rythme médiatique effréné et à la pression des technologies de communication. Tout cela amplifie les débats et les passions. Il faut préserver la culture du temps long, de



l'explication, de la réflexion critique. La citoyenneté ne se confond pas avec les pulsions.

**VR** *Le tweet n'a-t-il pas remplacé la pensée ?*

**FF** Non. Sauf pour ceux qui ne s'informent et ne dialoguent que comme ça !

**VR** *N'est-il pas urgent de rappeler la notion d'intérêt général ?*

**FF** Je le crois. Notre société contemporaine est tiraillée par les individualismes, les replis sur soi. Il ne faut pas accrédi-ter l'idée que le citoyen est un consommateur de droits. Il faut accepter de placer son sort particulier dans un destin commun. Le bien public c'est le résultat de notre civisme, et le civisme suppose de dépasser nos seuls intérêts immédiats et personnels. La politique n'est pas l'art de plaire à tout le monde mais d'agir utilement pour la collectivité nationale. Durant ce quinquennat, l'intérêt général a dominé beaucoup de nos décisions ! Si nous avions cédé aux corporatismes, si nous avions gouverné en fonction des sondages, eh bien nous n'aurions pas engagé la réforme des universités, la réforme des retraites, la réforme du service minimum, la réduction des dépenses publiques... Toutes ces actions n'allaient pas dans le sens du courant !

**VR** *Quel message auriez-vous envie d'adresser à notre famille politique ?*

**FF** Honneur, espoir et rassemblement. Voilà, cher Vincent, mon message. ◆

# 34 Engagements



Si vous me faites l'honneur de siéger en votre nom à l'Assemblée nationale, je prends auprès de vous dix engagements. Je voterai les lois à l'Assemblée en fonction de cette feuille de route.

## Mon contrat de mandature 2012-2017 par Claude-Annick Tissot

### 1 Je m'engage à voter la "règle d'or" pour assurer un retour à l'équilibre budgétaire et protéger votre épargne.

La priorité est de redresser les comptes publics. Le déficit budgétaire de la France a été ramené à 5,2 % en 2011, au lieu des 5,7% prévus. Il sera de 4,4 en 2012. La réforme des retraites et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux font partie des mesures qui permettent le retour à l'équilibre sans fragiliser le pouvoir d'achat et l'épargne de nos concitoyens. Afin de poursuivre cette dynamique, nous défendons l'inscription de la règle d'or dans la Constitution avec un retour à l'équilibre budgétaire en 2016.

### 2 Je m'engage pour que les classes moyennes soient à nouveau au cœur du contrat social.

A Paris plus qu'ailleurs, il faut remettre les classes moyennes au cœur du contrat social. Nous défendons une fiscalité équilibrée avec l'élimination des effets de seuil qui excluent les classes moyennes de l'accès aux prestations sociales. Nous soutenons prioritairement le prêt à taux zéro pour aider à l'accession à la propriété, la défiscalisation des heures supplémentaires pour soutenir le pouvoir d'achat tout comme l'élargissement de l'éligibilité aux bourses universitaires.

### 3 Je m'engage avec vous pour faire de l'Europe une Union qui protège.

La crise financière de 2008 a prouvé, grâce à la volonté de la France, que l'Europe n'était pas un simple marché. C'est cette vision de l'Europe que nous défendons. Nous croyons à une Europe qui préserve notre mode de vie et nos emplois, à une Europe qui pense aux intérêts du producteur comme à ceux du consommateur, à une Europe qui fasse respecter ses frontières extérieures, à une Europe qui nous protège.

### 4 Je m'engage pour que l'école de la République soit une exigence.

S'il n'y a pas d'autorité à l'école, c'est la loi du plus fort qui y règne. Ceux qui transmettent le savoir méritent notre reconnaissance et notre estime. C'est pourquoi il faut revaloriser le métier d'enseignant. Il faut mieux rémunérer les professeurs et mieux les rémunérer lorsqu'ils restent plus longtemps dans les établissements afin d'accompagner individuellement les enfants.

### 5 Je m'engage à promouvoir et à dynamiser la politique du logement.

Avec le logement comme premier poste de dépense dans le budget des ménages, notamment à Paris, nous défendons le projet du Grand Paris qui permet d'envisager la réalisation d'une politique ambitieuse du logement à l'échelle de la Région d'Ile-de-France. Nous proposons une augmentation de 30% des droits à construire sur les terrains existants et une division par deux des droits de mutation, qui constituent un coût supplémentaire pour tous ceux qui veulent accéder à la propriété.

### 6 Je m'engage à renforcer avec détermination la solidarité.

La France est un pays généreux où l'accès aux soins pour tous et la solidarité nationale en faveur des plus démunis, des personnes âgées, des personnes et handicapées sont des valeurs fondamentales. Nous voulons préserver ce modèle social avec la mise en œuvre d'une politique en faveur des personnes dépendantes. Garantir la cohésion sociale passe également par l'intensification de la lutte contre la fraude sociale. De même l'égalité des chances hommes-femmes doit demeurer une ambition sociale, politique et économique.

### 7 Je m'engage pour une politique familiale ambitieuse.

La famille, dans toute sa diversité, reste le noyau central de notre société. C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à toute remise en cause de l'universalité de la politique familiale.

### 8 Je m'engage pour garantir la sécurité de chacun.

Première des libertés, la sécurité des Français doit demeurer une grande priorité. Depuis 2002 la délinquance a baissé de 25% à Paris et de 16,47% au plan national, alors qu'elle avait augmenté entre 1997 et 2001 de 17,76%. Parmi nos priorités, nous voulons réformer le statut pénal des mineurs, renforcer le dispositif des peines planchers et consolider notre arsenal juridique de lutte contre le terrorisme.

### 9 Je m'engage pour maintenir l'indépendance énergétique de la France et des foyers.

Face à l'explosion du prix des ressources naturelles dans le monde, la France doit maintenir son indépendance énergétique. C'est la raison pour laquelle nous voulons conserver la filière nucléaire française qui évite aux ménages des factures d'électricité exorbitantes et constitue un maillon fort de notre production industrielle.

### 10 Je m'engage pour une écologie en acte et non doctrinaire.

Depuis 4 ans, grâce au Grenelle de l'Environnement, nous avons engagé une véritable transformation de nos modes de production et de nos habitudes de vie. Cette révolution écologique, sans précédent, a permis de créer de la croissance et de nouveaux emplois. Nous sommes favorables au développement de l'industrie verte afin de tenir l'objectif de 23% de notre consommation finale en énergies renouvelables en 2020.

contact@claudeannicktissot.fr  
www.claudeannicktissot.fr

Tél. : 06 21 75 21 79

# A noter sur vos agendas

## Élections législatives

**1<sup>er</sup> tour :**  
dimanche 10 juin  
**2<sup>ème</sup> tour :**  
dimanche 17 juin

*Si vous ne pouvez être là,  
pensez à faire une procuration*

## Agenda passé et à venir de Vincent Roger

### Passé

**10 janvier**, séance plénière extraordinaire au Conseil Régional d'Ile-de-France ; **16 janvier**, Première réunion du groupe de travail sur l'infirmerie psychiatrique de la Préfecture de police, Vœux pour l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris à l'Hôtel de Ville ; **19 janvier**, Commission des Affaires Sociales à la Région, Vœux à la Mairie du 4<sup>ème</sup> arrondissement ; **25 janvier**, réunion publique avec Laurent Wauquiez aux Blancs-Manteaux ; **30 janvier**, Conseil d'arrondissement du 4<sup>ème</sup> ; **3 février**, obsèques d'Albert Sernissi ancien résistant et figure de l'arrondissement ; **6 et 7 février**, Conseil de Paris ; **9 février**, Commission des Affaires Sociales à la Région ; vernissage des Peintres du Marais ; **14 février**, inauguration de la place Geneviève Anthoinoz de Gaulle dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement ; **15 février**, mise en place de la Mission d'Information et d'Evaluation (MIE) sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **16 et 17 février**, Conseil Régional d'Ile-de-France ; **17 février**, débat sur la parité sur BFM Business ; **7 mars**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **11 mars**, meeting à Villepinte avec François Fillon et Nicolas Sarkozy ; **12 mars**, Conseil d'arrondissement du 4<sup>ème</sup> ; Conseil d'école de la rue de la Moussy ; **14 mars**, Commission des Affaires sociales du Conseil de Paris ; **15 mars**, réunion sur le futur schéma gérontologique de Paris ; **16 mars**, lancement de la semaine du Marais chrétien au temple du Marais ; **19 mars**, commémoration en mémoire des anciens combattants d'Algérie à la Mairie du 4<sup>ème</sup> ; **19 et 20 mars**, Conseil de Paris ; **21 mars**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **22 mars**, commission des Affaires Sociales à la Région ; **27 mars**, inauguration de la place Aragon dans le 4<sup>ème</sup> ; **28 mars**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **29 mars**, visite de l'Infirmerie Psychiatrique de la Préfecture de police ; **5 avril**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **6 avril**, réunion du groupe de travail sur l'Infirmerie psychiatrique de la Préfecture de police ; **12 avril**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **15 avril**, meeting place de la Concorde avec François Fillon et Nicolas Sarkozy ; **29 avril**, journée nationale du Souvenir des Victimes et des Héros de la Déportation ; **2 mai**, bilan de la majorité régionale avec Valérie Pécresse, **1<sup>er</sup> mai**, meeting avec François Fillon et Nicolas Sarkozy place du Trocadéro ; **4 mai**, Conseil d'arrondissement du 4<sup>ème</sup> ; **3 mai**, visite de Bernadette Chirac dans le 4<sup>ème</sup> ; **5 mai**, visite de l'Assemblée nationale avec l'association de l'Amicale des anciens élèves du Lycée Charlemagne ; **8 mai**, cérémonie du 8 mai à la Mairie du 4<sup>ème</sup>.

## INVITATION

Réunion de présentation de

notre contrat de  
mandature 2012-2017

Avec Valérie Pécresse

Mardi 5 juin à 18h30

à l'école élémentaire, 21 rue Saint-Louis en l'Île



*Vincent Roger et Claude Annick Tissot en campagne  
en équipe avec Bernadette Chirac*

## Réunion sur le thème pour une écologie en acte

Avec  
Chantal Jouanno

Mercredi 30 mai  
à 19h00

à l'école primaire  
8 rue Charles Baudelaire  
dans le 12<sup>ème</sup>



### A venir

**9 mai**, Commission des Affaires sociales au Conseil de Paris ; MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **14 et 15 mai**, Conseil de Paris ; comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté du lycée et collège Charlemagne ; **21 mai**, cérémonie à l'école des Hospitalières Saint-Gervais ; **23 mai**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **29 mai**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **30 mai**, réunion avec Claude-Annick Tissot et Chantal Jouanno à l'école primaire 8 rue Charles Baudelaire ; **6 juin**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **8 juin**, réunion du groupe de travail sur l'Infirmerie Psychiatrique de la Préfecture de Police ; **11 juin**, Conseil d'arrondissement du 4<sup>ème</sup> ; **13 juin**, Commission des Affaires sociales du Conseil de Paris et MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **19 et 20 juin**, Conseil de Paris ; **21 juin**, Commission des Affaires sociales à la Région ; **22 juin**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **27 juin**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; **28 et 29 juin**, Conseil Régional d'Ile-de-France ; **28 juin**, conseil d'administration du CAS de Paris ; **2 juillet**, Conseil d'arrondissement du 4<sup>ème</sup> ; **4 juillet**, Commission des Affaires sociales du Conseil de Paris ; **5 juillet**, Commission des Affaires Sociales à la Région ; **9 et 10 juillet**, Conseil de Paris ; **12 juillet**, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris

*Aimer la France, Croire en la République*

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES  
10 ET 17 JUIN 2012

**7<sup>e</sup>**  
**CIRCONSCRIPTION**  
 SAINT-MERRI • BEAUBOURG  
 SAINT-GERVAIS • SAINT-PAUL  
 ILES SAINT-LOUIS  
 ET DE LA CITÉ • ARSENAL  
 RÉPUBLIQUE • SAINT-AMBROISE  
 BASTILLE • POPINCOURT  
 QUINZE-VINGTS



Claude-Annick  
**TISSOT** Vincent **ROGER**  
suppléant

Ne pas jeter sur la voie publique

